

Conditions générales de livraison et de service de la société SCHAEFER GmbH

Édition : Novembre 2010

Index	Page
A. Dispositions générales	3
I. Champ d'application	3
II. Conclusion du contrat	3
III. Étendue de la livraison et du service, délais d'exécution	4
IV. Prix	5
V. Conditions de paiement	5
VI. Réserve de propriété	6
VII. Obligations d'assistance du client	8
VIII. Garantie à raison des vices et responsabilité générale	8
IX. Obligation de confidentialité	10
X. Divers : lieu d'exécution, compétence judiciaire, droit applicable, traitement des données, divisibilité	11
B. Conditions spécifiques pour la livraison de marchandises	12
I. Champ d'application	12
II. Étendue des prestations	12
III. Transfert des risques	12
IV. Livraison de logiciel	12
C. Conditions particulières relatives au développement et à la production ainsi qu'à l'adaptation des systèmes d'ascenseur	14
I. Champ d'application	14
II. Objet du contrat	14
III. Étendue de la livraison et droits d'utilisation des logiciels	14
IV. Nomination des responsables du projet	15
V. Obligations d'assistance	15
VI. Validation du cahier des charges	15
VII. Modifications lors de la mise en exécution des travaux / Change Request Management	16
VIII. Réception	17
IX. Dispositions supplémentaires concernant la garantie	18
D. Conditions particulières relatives à la maintenance des systèmes d'ascenseurs	19

I. Champs d'application	19
II. Description des prestations	19
III. Conditions requises pour la maintenance d'un système d'ascenseur	19
IV. Durée de la prestation	20
V. Lieu de la prestation	20
VI. Mise en fonctionnement	20
VII. Pièces usées	21
VIII. Obligations d'assistance du client, protection des données	21
IX. Réception des prestations	22
X. Dispositions complémentaires relatives à la garantie	23
XI. Maintenance à distance	23
 E. Conditions spéciales relatives à l'utilisation des Hotlines	 24
I. Champs d'application	24
II. Description des prestations	24
III. Absence de correction d'erreur par l'intermédiaire de la Hotline	24
 F. Conditions spéciales concernant les formations relatives aux systèmes d'ascenseurs	 25
I. Champ d'application	25
II. Conditions des prestations	25
III. Étendue de la formation, niveau de connaissance du participant à la formation	25
IV. Participant à une formation	26
V. Résiliation, ajournement d'une formation	26

A. Dispositions générales

I. Champ d'application

1. Les présentes conditions générales de livraison et de service s'appliquent à toutes nos activités. Les présentes conditions générales de livraison et de service s'appliquent à la fois à la livraison de marchandises, en particulier matériaux et pièces de rechange, à la vente et la livraison de logiciels, y compris la documentation, aux prestations de services en particulier pour les services de maintenance et la fourniture de services.
2. Les présentes conditions générales de livraison et de service régissent exclusivement nos rapports avec les clients. Elles s'appliquent également à toutes les transactions futures, ainsi qu'à toutes les prises de contacts professionnels avec les clients, comme par exemple lors des négociations contractuelles ou lors de l'établissement d'un contrat, même si elles ne sont pas expressément convenues ou si elles ne sont pas mentionnées de manière explicite. La validité des conditions générales de commande ou d'achat du client est expressément rejetée.
3. En présence de rapports obligatoires envers des particuliers ou des entreprises qui ne sont pas elles-mêmes parties au contrat, les limitations de responsabilité contenues dans les présentes conditions générales de livraisons et de service s'appliquent également à leur encontre, dès lors que ces conditions générales de livraison et de service ont été incluses par rapport au tiers dans la formation de ce rapport entre le créancier et le débiteur. Cela est particulièrement le cas lorsque le tiers a eu ou avait eu connaissance de ces conditions générales de livraison et de service.
4. L'acceptation de nos produits et services par un client entraîne la reconnaissance de ces conditions générales de livraison et de service.

II. Conclusion du contrat

1. Sauf convention contraire, nos offres sont valables pendant quatre semaines à compter de la soumission de l'offre.
2. Une commande ne nous lie que lorsqu'elle a été confirmée par écrit par nos soins ou lorsque nous commençons l'exécution de la commande.
3. Si la commande a lieu oralement ou par téléphone, le client est tenu, à notre demande, d'accepter à son tour par écrit notre acceptation écrite de sa commande.

Si le client n'y procède pas dans les cinq jours ouvrables après réception de la demande, alors nous ne sommes plus liés par la commande et sommes autorisés à nous retirer du contrat dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de confirmation. Cela doit avoir lieu par écrit.

III. Étendue de la livraison et du service, délais d'exécution

1. Notre offre ou notre confirmation de commande écrite fixe l'étendue de nos livraisons et services. Les conventions annexes et les changements nécessitent notre confirmation écrite. Si notre offre ou notre confirmation de commande repose sur les informations du client (données, chiffres, diagrammes, dessins, poids et mesures, etc.), notre offre ne nous lie que si les informations étaient correctes. S'il apparaît après la conclusion du contrat que la commande ne peut pas être effectuée comme le souhaite le client, nous sommes alors en droit de résilier le contrat si et pour autant que le client n'est pas disposé à accepter notre solution de rechange et à éventuellement supporter les coûts supplémentaires.
2. Nous sommes en droit de procéder, dans des conditions raisonnables, à l'exécution partielle de toutes les livraisons et services. Nous sommes en outre en droit de confier l'exécution de nos obligations contractuelles à des sous-traitants.
3. Si nous apprenons que notre client est dans l'impossibilité de remplir ses obligations, nous sommes autorisés à n'effectuer nos livraisons et nos services que contre paiement à l'avance ou contre fourniture d'une garantie. Nous sommes également en droit de résilier les contrats déjà conclus, si et dès lors que le client ne procède pas dans un délai raisonnable ou paiement à l'avance ou ne fournit pas de garantie.
4. Les délais et les dates de livraison et d'exécution sont toujours des informations fournies au mieux des connaissances, mais elles ne nous lient pas. Le début du délai de livraison et le respect des dates de livraisons impliquent que le client ait lui-même respecté ses obligations, ait fourni toute la documentation nécessaire et ait assuré le paiement des acomptes convenus.
5. Les informations jointes à nos offres comme par exemple les dessins, poids, dimensions et capacités sont, sauf mention contraire de leur caractère contraignant, seulement approximatives. Nous nous réservons tous les droits relatifs aux dessins, croquis, échantillons ou autres travaux préparatoires.
6. Nous ne sommes pas responsables des retards dus à la force majeure ou à d'autres circonstances involontaires et exceptionnelles. Nous sommes dans ce cas autorisés à nous retirer du contrat si nous sommes déjà en retard. Nous ne sommes en particulier pas responsables des retards de livraison lorsque ces derniers sont

imputables à nos fournisseurs. En présence d'obstacles d'une durée temporaire, les délais de livraison ou d'exécution sont reportés ou rallongés de la durée dudit obstacle plus un délai initial raisonnable.

7. Si nous sommes contractuellement contraints à procéder à une prestation préalable, nous pouvons alors refuser de fournir la prestation due, s'il apparaît après la conclusion du contrat que notre droit à la contre-prestation est mis en danger par l'incapacité du client. Tel est en particulier le cas lorsque le paiement qui nous est dû est mis en danger en raison de la situation financière du client ou pour d'autres motifs comme par exemple les interdictions d'exportation ou d'importation, la guerre, la faillite des fournisseurs ou la maladie de salariés essentiels.

IV. Prix

1. Nos prix sont nets et les livraisons s'entendent toujours « départ usine » (EXW Incoterms 2010) ; pour les services, les prix se réfèrent à l'exécution de la prestation à l'endroit convenu. Lors de la facturation, la TVA est ajoutée.
2. En présence d'un délai d'exécution supérieur à quatre mois, entre la date de confirmation de commande et l'exécution du service, nous sommes en droit de facturer au client les hausses de prix survenues entretemps et ayant généré des frais supplémentaires à notre encontre. Il en va de même si le délai convenu est inférieur à quatre mois, mais que la prestation peut seulement être mise en œuvre quatre mois après la confirmation de la commande pour des raisons imputables au client.
3. Les dépenses et frais de mission sont, sauf convention contraire, facturés séparément. Le remboursement des frais de mission et d'hébergement par le client a lieu sur présentation des copies des factures et en déduisant la TVA, dans les conditions suivantes sauf si les parties en sont convenues différemment : pour les dépenses de déplacement en voiture, une compensation de 0,75 EUR par kilomètre parcouru majorée de la TVA ; pour les déplacements en train, le coût du voyage en 2^{ème} classe ; pour les déplacements en avion (à partir d'un trajet de plus de 300 km), le prix de la classe économique. Plus un montant de 45 EUR par heure de trajet. Si une nuitée est nécessaire, les frais d'hébergement raisonnables pour séjour dans un hôtel de classe moyenne, plus l'hébergement et les repas à hauteur de 45 euros par nuit seront remboursés par le client.

V. Conditions de paiement

1. Le paiement est dû sans déduction, sauf convention contraire, dans les 30 jours à compter de la livraison ou à compter de la mise en œuvre complète de notre prestation. Si nous procédons à des livraisons ou prestations de façon partielle, nous sommes en droit de facturer chaque partie isolément.

2. Si le paiement a lieu dans les 14 jours après la livraison ou après la complète exécution de notre prestation, nous accordons un escompte de 2 %.
3. Le client ne peut procéder à aucune déduction sans notre accord exprès.
4. Si le client est situé hors d'Allemagne et si, en vertu du contrat conclu avec le client, il n'est prévu une livraison contre paiement comptant, nous sommes en droit de faire dépendre nos prestations de la présentation d'un document dressé par une banque ou caisse d'épargne autorisée dans l'Union européenne, conformément aux Directives et usages en vigueur (ERA 500) Uniform Customs and Practice for Documentary Credits (UCP 500), de la Chambre de commerce internationale (CCI), équivalent au montant du prix de la prestation brute convenue. Si nous n'exigeons pas la présentation d'un tel document et sauf convention contraire, le paiement est dû à compter de la réception de la livraison ou de la mise en œuvre complète de notre prestation. Si nous mettons partiellement en œuvre nos livraisons ou prestations, nous sommes alors en droit, de facturer chaque partie et éventuellement de réclamer la présentation d'un tel document pour chacune des parties de prestations ou de livraisons.
5. Si le client est en retard de paiement, il doit compenser les dommages survenus en raison du retard, en particulier des intérêts à un taux de 8 points en sus du taux de base. Si le client est en retard de paiement complet ou partiel de plus de 14 jours, si le client viole les obligations résultant du droit de réserve de propriété et si la contre-prestation est mise en danger en raison de la mauvaise situation financière du client, la totalité du solde de toutes les créances est immédiatement exigible.
6. Le paiement au moyen d'une lettre de change ou d'une lettre de change acceptée n'est possible qu'après accord express et n'est accepté qu'à titre de paiement.
7. Notre droit à rémunération ne peut faire l'objet d'une imputation que dans le cas de créances incontestées ou légalement établies. Il en va de même en ce qui concerne la mise en œuvre du droit de rétention. Le client n'est en droit d'exercer un droit de rétention que si celui-ci est basé sur le même rapport contractuel.
8. La cession de créances sur nos caisses par le client requiert notre accord préalable que nous ne pouvons refuser que pour des raisons graves.

VI. Réserve de propriété

1. Nous conservons la propriété des marchandises livrées jusqu'au paiement intégral de toutes nos créances actuelles et futures résultant du contrat conclu et de la relation d'affaires continue (créances garanties).

2. Jusqu'au paiement intégral des créances garanties, les marchandises placées sous le régime de la réserve de propriété ne peuvent être gagées auprès de tiers, ni être transférés à titre de garantie. Le client doit nous informer immédiatement par écrit si et dans la mesure où des tiers disposent de nos marchandises.
3. En cas de violation du contrat par le client, en particulier du non-paiement du prix d'achat dû, nous sommes en droit de nous départir du contrat dans les conditions prévues par la loi et/ou de réclamer la restitution des marchandises en vertu de notre droit de réserve de propriété. La demande de restitution ne signifie pas automatiquement la déclaration de retrait ; nous sommes en droit de simplement réclamer les marchandises et de nous réserver l'exercice du droit de retrait. Si le client ne paie pas le prix d'achat dû, nous ne pouvons invoquer ces droits que si nous avons préalablement donné au client un délai raisonnable pour effectuer ledit paiement ou si tel délai n'est pas nécessaire en vertu des dispositions de la loi.
4. Le client est autorisé à vendre et/ou à transformer les marchandises placées sous le régime de la réserve de propriété dans le cadre normal de ses affaires. Dans ce cas, les dispositions complémentaires suivantes sont applicables.
 - a) La réserve de propriété s'étend aux produits fabriqués à partir de nos marchandises par transformation, mélange ou combinaison, pour leur valeur intégrale ; nous en devenons à cette occasion les fabricants. Si lors du traitement, du mélange ou de la combinaison avec les marchandises de tiers sur lesquelles ceux-ci disposent d'un droit de propriété, nous acquérons la copropriété au prorata de la valeur facturée des produits transformés, mélangés ou combinés. À cet égard, le produit obtenu est soumis au même droit de réserve de propriété que pour les marchandises livrées.
 - b) Le client nous cède les créances résultant de la revente des marchandises ou produits créés dont il dispose à l'égard de tiers, pour leur totalité ou à hauteur de la copropriété susmentionnée. Nous acceptons la cession. Les obligations du client mentionnées à l'alinéa 2 précédent valent également à l'égard des créances cédées.
 - c) Nous autorisons le client à recouvrer la créance parallèlement à nous. Nous nous engageons à ne pas recouvrer la créance aussi longtemps que le client satisfait à ses obligations de paiement à notre égard, n'est pas en retard de paiement, ne fait pas l'objet d'une procédure d'insolvabilité et qu'il ne se trouve pas dans l'incapacité d'exécuter ses prestations. Si tel est le cas, nous pouvons alors exiger que le client nous communique les créances cédées et leurs débiteurs, nous fournisse toutes les informations nécessaires pour la collecte, tous les documents pertinents et informe les débiteurs (tiers) de la cession.

- d) Si la valeur réalisable des garanties dépasse nos créances de plus de 10%, nous effectuons une mainlevée sur les garanties de notre choix sur demande du client.
- 5. Le client doit prendre soin de la propriété réservée. Le client doit à ses propres frais et sur notre demande, garantir la marchandise réservée à hauteur de sa valeur à neuf, contre le feu, l'eau et le vol. Si l'entretien et la maintenance sont nécessaires, le client doit les effectuer en temps utile et en supporter les frais.

Si la validité de la présente réserve de propriété dépend d'un enregistrement, par exemple dans les registres publics du pays du client, nous sommes alors en droit et autorisés par le client à effectuer un tel enregistrement aux frais du client. Le client est tenu de fournir toute l'assistance nécessaire à l'enregistrement et sans frais.

VII. Obligations d'assistance du client

- 1. Le client doit raisonnablement assister nos salariés. Lorsque nos salariés mettent en œuvre des ouvrages ou prestations de services dans l'entreprise du client, celui-ci doit, sur notre demande, mettre à notre disposition des espaces de travail et des bureaux équipés d'ordinateurs et de téléphones et en supporter les frais.
- 2. Le client doit nous fournir à ses frais, les matériaux, informations et données dont nous avons besoin pour la mise en œuvre de nos prestations. Les données et supports de données doivent être techniquement impeccables. Le client doit préalablement nous informer des dispositions de sécurité légales ou professionnelles en application dans son entreprises.
- 3. Le client ne peut donner aucune instruction à nos salariés en ce qui concerne la mise en œuvre concrète de la prestation, dès lors que ces instructions ne sont pas en rapport avec les dispositions de sécurité et les réglementations de l'entreprise du client. Les questions spécifiques du client concernant les ouvrages et prestations de service ne doivent pas être posées à nos salariés mais aux interlocuteurs désignés par nos soins pour ledit projet. Nous décidons librement des mesures nécessaires à mettre en œuvre dans le cadre de nos obligations.

VIII. Garantie à raison des vices et responsabilité générale

- 1. Le client dispose d'un droit de réparation, d'un droit à réduction ou d'un droit de retrait du contrat et d'un droit à des dommages-intérêts, dans le cadre des dispositions suivantes :

- a. Les recours en garantie du client, en particulier le droit de réparation, le droit de retrait du contrat, le droit de réduction du prix et le droit à dommages-intérêts impliquent que le client ait mis en œuvre ses obligations d'examen et de déclaration des vices (§§ 377, 381 du code de commerce). Si un vice est constaté lors de l'examen ou ultérieurement, nous devons en être immédiatement avertis. La communication est considérée régulière si elle a lieu dans les deux semaines ; le délai est respecté si la déclaration est expédiée en temps utile. Indépendamment de cette obligation d'examen et de déclaration des vices, le client doit signaler les vices apparents (y compris les livraisons erronées ou incomplètes) dans les deux semaines à compter de la livraison ; une fois encore l'envoi de la déclaration suffit. Si le client ne procède pas à l'examen et/ou à la déclaration des vices dans les délais impartis, nous ne répondons alors plus des vices.
 - b. La durée de garantie relative à nos livraisons et prestations est d'un an à compter du point de départ légal de la prescription. Ce dernier ne s'applique pas aux demandes de dommages-intérêts ou en cas de dissimulation frauduleuse du vice.
2. La réparation s'effectue dans le cadre des dispositions suivantes :
- a. Si la marchandise livrée est défectueuse, nous pouvons d'abord choisir de procéder à une réparation par la réparation du défaut (réparation) ou en fournissant une marchandise exempte de vices (livraison de remplacement). Notre droit de refuser le type d'exécution dans les conditions légales, reste inchangé.
 - b. Nous sommes en droit de faire dépendre la réparation du paiement du prix d'achat par le client. Le client est toutefois en droit de retenir une partie du prix d'achat au prorata du vice.
 - c. Le client doit nous laisser suffisamment de temps pour pouvoir procéder à ladite réparation et en particulier nous retourner la marchandise défectueuse aux fins de tests. Dans l'hypothèse du remplacement, le client doit nous retourner l'article défectueux conformément aux prescriptions légales.
 - d. Lorsqu'un vice existe réellement, nous supportons les frais de transport, d'envoi, de travail et de matériel inhérents à l'obligation d'essais et de réparation. Si toutefois, le vice mentionné par le client s'avère non justifié, nous pouvons alors exiger du client de procéder au remboursement des frais survenus.

3. Si notre prestation ou livraison n'est pas fournie, est fournie en retard ou est viciée, le client peut seulement réclamer des dommages-intérêts dans les conditions suivantes :
 - a. pour les dommages causés par une violation intentionnelle ou par négligence grave de notre part ou de nos représentants légaux, cadres ou assistants ou par la violation intentionnelle ou la négligence d'obligations contractuelles essentielles (obligations cardinales) de notre part ou de nos représentants légaux, cadres ou assistants. Les obligations contractuelles essentielles (obligations cardinales) sont les obligations dont l'exécution permet la mise en œuvre en bonne et due forme du contrat et sur lesquelles le client doit pouvoir raisonnablement compter.
 - b. pour les dommages relevant de notre garantie expresse (garantie) ou d'une garantie concernant l'état ou la durée de validité de la marchandise.
4. En présence d'une négligence, d'un manquement à une obligation contractuelle essentielle, la responsabilité est limitée aux dommages typiquement prévisibles lors de la conclusion du contrat, à la condition que soient appliqués les soins normaux et pour des sinistres prévisibles.
5. Les droits à des dommages-intérêts dus en vertu de la responsabilité légale obligatoire, par exemple en vertu de la Loi sur la responsabilité des produits, ainsi pour les atteintes à la vie, à l'intégrité physique, à la santé ne sont pas affectés par les dispositions précédentes de la section VIII et sont soumises aux délais légalement fixés.
6. Si des tiers interviennent pour l'ouverture ou le règlement des obligations entre les parties, alors les limitations de garantie et de responsabilité susmentionnées s'appliquent également aux tiers.

IX. Obligation de confidentialité

1. Le client et nous-mêmes (« les parties ») s'engagent pendant la durée du contrat, à ne pas diffuser les informations qui ont été mises à leur disposition dans le contexte du présent contrat et qui sont identifiées comme confidentielles ou qui peuvent être reconnues comme des secrets d'affaires ou de commerce en raison d'autres circonstances et à ne pas les enregistrer, les transférer à des tiers ou les exploiter de quelque façon que se soit, sauf accord préalable écrit ou dans le but prévu par le contrat. Cette obligation de confidentialité perdure cinq ans après l'exécution ou la résiliation du contrat.

2. Les informations suivantes en sont exclues,

- celles connues par une partie avant la négociation du contrat ou celles qui ont été communiquées par des tiers sans les qualifier de confidentielles, dès lors que les tiers ne violent pas eux-mêmes des obligations de confidentialité ;
- celles que les parties ont développées indépendamment l'une de l'autre ;
- celles qui sont accessibles au public sans faute et sans intervention des parties ; ou
- celles qui doivent être communiquées en vertu d'obligations légales ou d'ordres des autorités gouvernementales ou judiciaires.

Dans ce dernier cas, la partie concernée doit immédiatement en informer l'autre partie. Les autres obligations légales de confidentialité ne sont pas affectées.

X. Dispositions diverses : lieu d'exécution, tribunal compétent, droit applicable, traitement des données, divisibilité

1. Le lieu d'exécution et le tribunal exclusivement compétent pour tous les litiges contractuels entre les parties est Sigmaringen, dès lors que le client est un commerçant, une personne morale de droit public ou un fonds de droit public spécial, ou que le client ne dispose pas d'une juridiction de compétence générale en République fédérale d'Allemagne ou que sa juridiction a été transférée à l'étranger. À titre d'exception, nous sommes également en droit d'assigner le client devant le tribunal de son domicile.

Un commerçant est un entrepreneur inscrit au registre du commerce ou qui exploite un commerce et qui nécessite une exploitation de façon commerciale. Le client a sa juridiction de compétence générale à l'étranger lorsque son siège se situe à l'étranger.

2. Le client est avisé que les données commerciales et également personnelles, sont enregistrées et qu'elles peuvent dans le cadre commercial, être transmises à des tiers. Le client accepte la saisie et le traitement des données.
3. Si une des dispositions de ces conditions générales de livraison et de paiement ou de tout autre accord est ou devient nulle, la validité de toutes les autres dispositions ou accord reste inchangée.
4. Le droit allemand s'applique dans le cadre de nos rapports contractuels et juridiques envers nos clients. La Convention des Nations-unies sur les ventes de marchandises n'est pas applicable.

B. Conditions spécifiques pour la livraison de marchandises

I. Champ d'application

Les conditions spéciales suivantes relatives à la livraison de marchandises sont applicables de façon complémentaire aux conditions générales de la section A, pour tous les contrats conclus avec le client et relatifs à la livraison de marchandises, y compris de logiciels.

II. Étendue des prestations

1. Une assurance concernant le transport des marchandises n'est conclue que sur demande explicite. Ladite assurance est conclue au nom et pour le compte du client.
2. La seule créance porte sur le transfert de propriété et la remise du bien acheté. Le montage, l'installation ou la configuration du bien n'est pas due, sauf si cela est expressément convenu.

III. Transfert des risques

Le risque de perte ou de détérioration de la marchandise (programme et logiciel ainsi que la documentation fournie) est transmis lors de la remise de la marchandise en vue de l'expédition au client et ce même en cas de livraisons partielles. Si l'expédition est retardée pour des raisons imputables à la personne de l'acheteur, alors le risque est transféré au client dès la notification de la préparation pour l'expédition.

IV. Livraison de logiciel

1. Livraison

La livraison de logiciels, y compris les correctifs, a lieu sous forme de code objet sur un support de données courant ou en ligne ou par téléchargement à partir du site Web www.ws-schaefer.de. La documentation de l'application est également comprise dans la livraison. Sauf accord contraire des parties, la documentation de l'application est transmise à notre discrétion, soit sous forme de manuel d'utilisation ou sur un support de données. La communication du code source du logiciel n'est pas due.

2. Droits d'utilisation du logiciel

- a. Les conditions de licence du logiciel ci-dessous sont applicables pour l'octroi de droits d'utilisation du logiciel.

- b. Sauf convention contraire, le client dispose d'un droit d'utilisation simple et de durée indéterminée sur le logiciel fourni. Le droit d'utilisation confère à l'acheteur, sauf convention contraire, la possibilité d'utiliser le logiciel sur un seul PC (licence mono-utilisateur).
- c. Les autres droits, en particulier les droits de reproduction allant au-delà de l'utilisation contractuelle, ne sont pas accordés. Le client ne peut, sauf en ce qui concerne le droit de corrections des erreurs, procéder à des modifications du logiciel. Le droit du client de corriger les erreurs ne peut être invoqué que si nous avons rejeté ladite correction ou que cette dernière a échoué. La réalisation d'une copie de sauvegarde du logiciel par le client et la reproduction effectuée dans le cadre de la sauvegarde normale pour assurer le fonctionnement normal du logiciel est autorisée. La décompilation du logiciel conformément aux dispositions du § 69e de la loi sur les droits d'auteurs est autorisée.
- d. Le client dispose, pour les livraisons de corrections de programmes, des droits d'utilisation applicables à la version originale du programme.

3. Garantie

Lors de la livraison de logiciels, ce qui suit est applicable de façon complémentaire en ce qui concerne le droit de réparation :

- a. Nous avons le droit de procéder à la rectification dans les locaux du client. Nous respectons également notre obligation de réparation en mettant à disposition sur notre page web, une installation automatique de routine et ses mises à jour et en offrant l'assistance téléphonique au client pour résoudre certains problèmes d'installation courants.
- b. Si nous ne sommes pas en mesure de pouvoir réparer l'erreur ou de procéder à une nouvelle livraison, nous présentons au client des solutions alternatives. Si ces dernières sont acceptables pour le client, alors lesdites solutions seront considérées comme une réparation. Les solutions alternatives concernent la réparation temporaire d'une faute ou d'un dysfonctionnement sans intervention sur le code source.
- c. Le cas échéant, la documentation utilisateur sera également actualisée lors de la rectification.

C. Conditions particulières relatives au développement et à la production ainsi qu'à l'adaptation des systèmes d'ascenseur

I. Champ d'application

Les conditions spéciales suivantes relatives au développement, à la production et à l'adaptation des systèmes d'ascenseurs complètent les conditions générales de la section A, pour tous les contrats conclus avec le client et relatifs au développement, à la production ou à l'adaptation des composants des programmes et/ou logiciels pour ascenseurs (ci-après « systèmes d'ascenseur »).

II. Objet du contrat

1. Le présent contrat concerne le développement, la création d'un système d'ascenseur ou de pièces détachées d'un système d'ascenseur comprenant les composants des programmes et/ou logiciels ou l'adaptation aux besoins spécifiques du client, ainsi que la documentation utilisateur.
2. Nous dressons tout d'abord un cahier des charges en fonction des objectifs et des fonctions convenus du système d'ascenseur à fabriquer. Les fonctions et spécifications que le système doit avoir, sont exclusivement celles que le client accepte dans le cahier des charges, conformément à la règle du point 6.
3. Le montage et l'installation ou la configuration du système d'ascenseur n'est due que si cela a été convenu.

III. Étendue de la livraison et droits d'utilisation des logiciels

1. La livraison des logiciels développés, y compris les corrections de programme, a lieu sous forme de code objet sur un support de données courant ou en ligne ou par téléchargement à partir du site Web www.ws-schaefer.de. La documentation de l'application est également comprise dans la livraison. Sauf accord contraire des parties, la documentation de l'application est transmise à notre discrétion, soit sous forme de manuel d'utilisation ou sur un disque. La communication du code source du logiciel n'est pas due.
2. Sauf convention contraire, le client dispose d'un droit d'utilisation simple et de durée indéterminée sur le logiciel fourni. Le droit d'utilisation confère à l'acheteur, sauf convention contraire, la possibilité d'utiliser le logiciel sur un seul PC (licence mono-utilisateur).
3. Les autres droits en particulier les droits de reproduction allant au-delà de

l'utilisation contractuelle, ne sont pas accordés. Le client ne peut, sauf en ce qui concerne le droit de corrections des erreurs, procéder à des modifications du logiciel. Le droit du client de corriger les erreurs ne peut être invoqué que si nous avons rejeté ladite correction ou que cette dernière a échoué. La réalisation d'une copie de sauvegarde du logiciel par le client et la reproduction effectuée dans le cadre de la sauvegarde normale pour assurer le fonctionnement normal du logiciel est autorisée. La décompilation du logiciel conformément aux dispositions du § 69e de la loi sur les droits d'auteurs est autorisée.

4. Le client dispose pour les livraisons de corrections de programmes, les droits d'utilisation applicables à la version originale du programme.

IV. Nomination des responsables du projet

1. Le client et nous-mêmes sommes obligés de nommer un chef de projet avant le commencement des travaux. Les mesures nécessaires au développement du logiciel seront coordonnées entre les chefs de projet. Nous sommes responsables de la mise en œuvre de la conception du logiciel. Les parties respectives doivent être informées par écrit de la nomination des chefs de projet dans les 3 jours après la conclusion du contrat.
2. Les chefs de projet se réuniront régulièrement, au moins une fois par mois pour préparer et fixer les décisions à venir.

V. Obligations d'assistance

1. Le client interviendra dans le développement et la création du système d'ascenseur et ce, dans l'étendue nécessaire, en particulier en nous fournissant dans les délais les informations relatives à ses besoins opérationnels et aux conditions environnementales ainsi que celles relatives aux critères à respecter en vertu de dispositions légales ou professionnelles. Dès lors que le travail ne peut pas être mis en œuvre dans nos locaux, le client doit alors mettre à notre disposition ou à celle de nos employés pour la durée des travaux, l'équipement (par exemple bureaux, écrans, documentation, etc.), l'électricité et les lignes de télécommunications nécessaires. Il doit en outre en supporter les frais.
2. Les autres obligations du client résultent du calendrier du projet convenu entre les parties au contrat.

VI. Validation du cahier des charges

1. Le cahier des charges doit être validé par le client dès sa finalisation. Nous le communiquons par écrit au client dès sa finalisation. Le client doit valider le cahier des charges dans le mois de réception. La validation est faite par écrit. La validation implique un examen du cahier des charges. La validation doit être accordée si les objectifs et les fonctions ont été suffisamment définis dans le cahier des charges. Si le client ne valide pas le cahier des charges dans un délai raisonnable, nous pouvons alors lui octroyer un délai raisonnable. La validation est réputée accordée si le client la donne par écrit dans le délai imparti ou ne relève aucune lacune dans le cahier des charges. Nous informons expressément le client au sujet de ces conséquences juridiques lors de la communication du délai.
2. Le cahier des charges devient partie du contrat dès sa validation.

VII. Modifications lors de l'exécution des travaux / Change Request Management

1. Les chefs de projet peuvent convenir de certaines modifications. Les accords doivent alors être enregistrés et signés par les deux chefs de projet. Les modifications doivent alors être mises en œuvre conformément aux dispositions contractuelles initialement convenues sauf convention contraire concernant l'indemnisation ou d'autres dispositions du contrat, en particulier les modifications du calendrier.
2. Les règles suivantes s'appliquent si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur les modifications réclamées par une des parties :

Le client est en droit de nous présenter des demandes de modification jusqu'à la réception du système d'ascenseur. La demande de modification doit nous être présentée par écrit. Nous procédons à l'examen de ladite demande. Nous acceptons les modifications réclamées par le client dès lors qu'elles n'influent pas sur l'efficacité opérationnelle de manière déraisonnable. Nous informons le client dans un délai de 14 jours à compter de la réception de la demande de modification écrite en indiquant :

- si la demande de modification est acceptée et si elle sera mise en œuvre conformément aux règles contractuelles applicables ;
- si la demande de modification affecte les dispositions contractuelles, par exemple le prix, les délais de mise en œuvre etc. Si tel est le cas, nous informons le client des conditions sous lesquelles les modifications peuvent être mise en œuvre. La modification est seulement mise en œuvre si le client accepte dans les 14 jours à compter de la réception, les

nouveaux termes et conditions relatifs à la modification.

- si l'examen de faisabilité de la demande de modification demande beaucoup de travail : dans ce cas, nous pouvons facturer l'examen de la modification au client. Nous sommes tenus dans un tel cas, d'informer par écrit le client de la durée et du coût dudit examen. La commande d'examen est passée seulement si le client nous autorise par écrit à procéder audit examen.
- si la demande de modification est refusée.

La demande de modification est considérée comme rejetée dès lors que nous ne répondons pas à la demande de modification dans les 14 jours suivant la réception.

VIII. Réception

1. Le système d'ascenseur développé est remis dès sa finalisation. Le système d'ascenseur est réceptionné à l'issue de la finalisation et de la remise ou – pour autant que nous soyons en charge de l'installation du système d'ascenseur – après l'installation du système d'ascenseur développé ou des pièces du système d'ascenseur développé.
2. Le client réceptionne le système d'ascenseur développé et créé par nos soins ou les pièces de ce système dans un délai d'un mois. La période commence à courir à compter de notre avis écrit informant le client que le système d'ascenseur est opérationnel ou – pour autant que nous soyons en charge de l'installation du système d'ascenseur – à compter de la date à laquelle l'installation est terminée et que l'achèvement de l'installation a été communiqué par écrit au client.
3. La réception implique la vérification du fonctionnement du système d'ascenseur.
4. La nature, l'étendue et la durée de la vérification du fonctionnement seront définies par les chefs de projet avant la mise en œuvre, si les conditions n'ont pas déjà été fixées dans le contrat.
5. La vérification du fonctionnement est réalisée avec succès lorsque le système d'ascenseur est conforme aux critères fixés dans le cahier des charges ou seuls des défauts mineurs sont présents.
6. Si le client n'accuse pas réception dans un délai raisonnable, nous pouvons alors lui octroyer un délai raisonnable pour effectuer cette déclaration. Le système

d'ascenseur est réputé accepté si le client ne l'accepte pas par écrit dans le délai imparti ou ne fait mention d'aucune lacune. Nous informerons expressément le client de ces conséquences juridiques lors de la communication du délai.

IX. Dispositions supplémentaires concernant la garantie

Ce qui suit est applicable pour bénéficier du droit à la réparation dans le cas du développement, de la création ou de l'adaptation des logiciels :

1. Nous avons le droit de procéder à la rectification dans les locaux du client. Nous respectons également notre obligation de réparation en mettant à disposition sur notre page web, une installation automatique de routine et ses mises à jour et en offrant l'assistance téléphonique au client pour résoudre certains problèmes d'installation courants.
2. Si nous ne sommes pas en mesure de pouvoir réparer l'erreur ou de procéder à une réparation, nous présentons au client des solutions alternatives. Si ces dernières sont acceptables pour le client, alors lesdites solutions seront considérées comme une réparation. Les solutions alternatives concernent la réparation temporaire d'une faute ou d'un dysfonctionnement sans intervention sur le code source.
3. Le cas échéant, la documentation utilisateur sera également actualisée lors de la rectification.

D. Conditions particulières relatives à la maintenance des systèmes d'ascenseurs

I. Champ d'application

Les conditions spéciales suivantes relatives à la maintenance des systèmes d'ascenseurs complètent les conditions générales de la section A, pour tous les contrats conclus avec le client et relatifs à la réparation ou à l'entretien des composants des programme et/ou logiciels fournis par nos soins pour les ascenseurs (ci-après «systèmes d'ascenseurs»). Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux services que nous offrons en vertu de la garantie légale, pour les systèmes d'ascenseurs créés ou livrés par nos soins.

II. Description des prestations

1. La maintenance est effectuée soit au lieu de situation du système d'ascenseur installé ou à installer ou à distance, dès lors que les conditions mentionnées au point D. XI. sont remplies pour une télémaintenance.
2. La réparation consiste dans l'élimination d'une erreur faisant obstacle ou interrompant le fonctionnement du système d'ascenseur
3. La réparation comprend un examen des fonctions du système d'ascenseur dans l'étendue convenue et, si nécessaire, le remplacement des pièces usées.

III. Conditions requises pour la maintenance d'un système d'ascenseur

1. Les dispositions suivantes sont applicables en ce qui concerne la maintenance des systèmes d'ascenseurs :
2. Nous effectuons nos prestations seulement sur les systèmes d'ascenseur que nous avons livrés ou créés et qui se trouvent en parfait état de fonctionnement et qui sont situés à un emplacement approprié. Un système d'ascenseur est considéré en parfait état de fonctionnement,
 - a) lorsqu'il a été installé par nos soins dans l'ascenseur et qu'il a dès le début de son fonctionnement et sans interruption, été entretenu par nos soins et n'a été modifié qu'avec notre consentement ;
 - b) ou – indépendamment des conditions du point a) – lorsque les conditions du système d'ascenseur mentionnées dans notre devis ou confirmation de commande sont remplies.
3. Le logiciel du système d'ascenseur est sauf accord contraire, soumis à la

maintenance seulement s'il correspond à la version la plus récente que nous utilisons.

4. Le client doit s'assurer que les conditions requises sont remplies. Si ces conditions ne sont pas remplies, nous pouvons au choix faire dépendre notre prestation de la réalisation des modifications nécessaires par le client ou du remboursement par le client des dépenses supplémentaires conformément au tarif applicable.

IV. Durée de la prestation

1. Nous fournissons nos prestations les jours ouvrables (jours ouvrables sauf les samedis, dimanches et jours fériés, les jours fériés étant les jours de fête légaux dans le Bade-Wurtemberg, y compris le 24/12 et le 31/12), de 8 h 00 à 18 h 00, sauf accord contraire. Les rendez-vous souhaités seront convenus entre nous et le client.
2. Nous pouvons sur demande du client, offrir nos prestations en dehors des heures d'ouverture susmentionnées, sur la base d'un accord et d'une rémunération distincte.

V. Lieu de la prestation

1. Le lieu d'exécution des prestations relatives à un système d'ascenseur se situe sur le site et l'installation du client mentionnés dans nos devis ou confirmation de commande. Nous sommes en droit si nécessaire de mener à bien nos travaux de maintenance dans notre propre entreprise. Dans ce cas, nous mettons un système de remplacement à la disposition du client et ce, sans frais supplémentaires.
2. Nous sommes en droit d'effectuer la maintenance ou certaines prestations de maintenance à distance pour autant que le client remplissent les conditions techniques nécessaires à la maintenance à distance.

VI. Remise en état

Si la réparation s'avère plus complexe que prévu, nous sommes alors en droit de proposer au client une solution alternative.

VII. Pièces d'usure

1. Les pièces d'usure sont remplacées et les pièces de rechange nécessaires installées dans le cadre des travaux de réparation ou d'entretien.
2. La livraison des pièces de rechange pour les travaux d'entretien ou de réparation est effectuée par nos soins dans le délai de livraison normal après commande effectuée par le client et doit être payée séparément.

VIII. Obligations d'assistance du client, protection des données

1. Le client s'engage à décrire le plus précisément possible l'erreur ou le problème survenu sur le système d'ascenseur ou le déroulement des dysfonctionnements.
2. La maintenance et la mise en service dans l'établissement du client ou dans l'installation du système d'ascenseur peuvent seulement être mises en œuvre par nos soins si un accès audit ascenseur est garanti par le client à la date convenue et que les personnes sont présentes :
 - le monteur de l'ascenseur concerné qui maîtrise la technologie de l'ascenseur ;
 - l'administrateur responsable du système d'ascenseur du client et qui a des connaissances concernant l'accès au réseau sur lequel le système d'ascenseur est exploité ;
 - le technicien du bâtiment responsable des équipements techniques du bâtiment et en particulier du système électrique du lieu de situation de l'ascenseur.

Nous ne sommes pas en mesure de pouvoir effectuer la maintenance sur place sans la présence du monteur de l'ascenseur, de l'administrateur et du technicien, puisque les sources d'erreur dans les domaines de la technologie d'ascenseur, des réseaux informatique et des équipements techniques des bâtiments doivent être exclues et que des changements dans la technique du bâtiment, de l'ascenseur ou du réseau peuvent être nécessaires en raison des travaux mis en œuvre par nos soins. Le client doit s'assurer que les personnes concernées soient présentes à l'heure et à la date convenues pour la mise en œuvre de la maintenance et qu'il est possible d'accéder à l'ascenseur.

3. Si une opération de réparation relevant de la responsabilité du client, ne peut pas être effectuée ou alors avec du retard, notamment :
 - si les obligations d'assistance du client n'ont pas été fournies ou pas en temps utile ou

- si l'erreur signalée par le client n'a pas effectivement eu lieu ou
 - si le client n'a pas respecté la date convenue pour la réparation, nous facturons les frais supplémentaires correspondants (temps de recherche de l'erreur = temps de travail) au client. Le client n'est dans ce cas pas en droit de faire valoir des recours en raison des retards de mise en œuvre des prestations.
4. Le client garantit que – si le client a entré des données à caractère personnel dans le système d'ascenseur, ou si nous sommes autorisés par le client dans le cadre de services de maintenance, à entrer des données à caractère personnel dans ledit système, auxquelles nous avons accès – les règles de protection des données seront respectées. Le client garantit donc que nous pouvons accéder aux données personnelles stockées dans le système d'ascenseur sans enfreindre les règles relatives à la protection des données à caractère personnel.

IX. Réception des prestations

1. Le client confirme que chacun des travaux de réparation a été effectué en signant le certificat de travail délivré par nos soins. Il teste immédiatement la prestation fournie et en déclare la réception si cette dernière a été correctement effectuée et s'il n'existe aucun défaut essentiel.
2. Si le client n'a fait aucune déclaration de réception de la prestation fournie dans un délai de 4 semaines et n'a fait signaler aucune défaillance, l'acceptation est alors réputée avoir été donnée. Nous informons le client sur l'importance d'une telle acceptation tacite soit de façon spécifique soit dans le certificat de travail.

X. Dispositions complémentaires relatives à la garantie

1. Il convient pour répondre à la question de savoir quand il s'agit d'une défaillance de maintenance, d'appliquer ce qui suit : si nous sommes à même de pouvoir présenter une solution alternative, la prestation n'est alors pas considérée comme défaillante ; dans ce contexte, nous sommes alors en droit d'entreprendre des modifications dans la configuration des systèmes d'ascenseurs, si et dès lors que la capacité opérationnelle individuelle ou globale des ascenseurs n'est pas affectée.
2. Ce qui suit est applicable en ce qui concerne le droit de réparation en raison d'une défaillance lors d'une prestation offert par nos soins : si nous ne sommes pas aptes à pouvoir procéder à la réparation de la défaillance ou au remplacement, nous communiquons d'autres solutions alternatives au client. Si ces dernières sont acceptables pour le client, les solutions alternatives seront alors considérées comme une réparation. Les solutions alternatives concernent la réparation temporaire d'une faute et respectivement d'un dysfonctionnement sans intervention sur le code source.
3. Les autres droits de garantie du client en vertu du présent rapport contractuel, avec les fabricants et les fournisseurs restent inchangés.

XI. Maintenance à distance

1. Les diagnostics d'erreurs et les mesures de réparation (comme par exemple l'installation de patches, mises à jour, améliorations ou nouvelles versions/releases du logiciel du système d'ascenseur) peuvent en fonction du problème, être mise en œuvre à distance ou au lieu de le faire sur place.
2. Les diagnostic et la maintenance à distance relèvent des prestations de maintenance qui sont fournies à distance au moyen des installations de communication convenues et des services de communication appropriés, et pour lesquels le client met à disposition l'infrastructure nécessaire (lignes, Internet, etc.). Un diagnostic/maintenance à distance ne peut donc être entrepris que si le client remplit les conditions techniques nécessaires. Les conditions techniques seront selon le cas portées à la connaissance du client.
3. La maintenance à distance est dans le doute effectuée à partir de notre entreprise.

E. Conditions spéciales relatives à l'utilisation des lignes d'assistance téléphonique

I. Champs d'application

Les conditions spéciales relatives à l'utilisation des lignes d'assistance téléphonique complètent les conditions générales de la section A, pour tous les appels du client vers notre assistance téléphonique.

II. Description des prestations

1. L'assistance téléphonique est accessible par téléphone ou par courriel. Les assistances téléphoniques sont parfois payantes. Les frais d'utilisation peuvent être consultés sur www.ws-schaefer.de.
2. L'assistance téléphonique assure les prestations suivantes :
 - Réception des commandes de systèmes d'ascenseurs ;
 - Réception des demandes de maintenance ;
 - Réception des commandes de logiciels ;
 - Réception des commandes de pièces de rechange et de pièces d'usure ;
 - Réceptions des appels des clients relatifs à nos produits.
3. Il n'existe aucun droit relatif à l'utilisation de l'assistance téléphonique. Nous nous réservons à tout moment le droit d'arrêter l'assistance téléphonique.

III. Absence de correction d'erreur par l'intermédiaire de l'assistance téléphonique

L'assistance téléphonique sert seulement à réceptionner les contrats et commandes ainsi que les demandes des clients. Elle n'a pas pour fonction d'assurer la maintenance ou le dépannage.

F. Conditions spéciales concernant les formations relatives aux systèmes d'ascenseurs

I. Champ d'application

Les conditions spéciales suivantes concernant les formations relatives aux systèmes d'ascenseurs complètent les conditions générales de la section A pour tous les contrats conclus avec le client concernant la formation sur les composants des programmes et/ou logiciels pour les ascenseurs (« systèmes d'ascenseur ») créés ou livrés par nos soins.

II. Conditions des prestations

1. Si la formation prévue au contrat a lieu chez le client ou au lieu de l'installation du système d'ascenseur, nous ne sommes tenus de procéder à la formation que pour les systèmes d'ascenseur créés ou livrés par nos soins et qui se trouvent en parfait état de fonctionnement et qui sont placés dans un site correct de fonctionnement. Un système d'ascenseur est considéré en bon état de fonctionnement lorsque
 - a) il a été installé dans l'ascenseur par nos soins et que nous en avons assuré sa maintenance dès sa mise en fonctionnement et sans interruption et qu'il n'a été modifié qu'avec notre consentement ;
 - b) ou – indépendamment des conditions du point a) – lorsque les conditions mentionnées dans notre offre ou notre confirmation de commande sont remplies.
2. Les versions du logiciel du système d'ascenseur doivent être à jour, sauf convention contraire expresse.

III. Étendue de la formation, niveau de connaissance du participant à la formation

1. La formation couvre, sauf convention contraire, l'enseignement des compétences nécessaires à l'exploitation normale et conforme en tant qu'utilisateur d'un système d'ascenseur, c'est-à-dire que nous répondons à toutes les questions relatives au montage, à la configuration ainsi qu'à l'utilisation par les utilisateurs d'un système d'ascenseur. Nous n'offrons pas de formation relative à la technologie d'un système d'ascenseur, c'est-à-dire concernant les questions relatives à la construction d'un système d'ascenseur et en particulier les questions de maintenance.

2. Des connaissances et compétences de base concernant un système contrôlé par ordinateur (par exemple fonctionnement de base du système d'exploitation) sont nécessaires et ne seront pas enseignées.

IV. Participant à une formation

1. Huit personnes maximum, sans compter le formateur, peuvent, sauf convention contraire, participer à la formation.
2. La formation vaut uniquement pour le client et ses employés. Si d'autres personnes souhaitent participer à la formation, le tarif horaire augmente.

V. Résiliation, ajournement d'une formation

1. Un contrat concernant la mise en œuvre d'une formation ne peut être résilié que pour motif grave. La résiliation doit être communiquée par écrit.
2. Les formateurs de notre société mentionnés dans l'offre ou la confirmation de commande assurent la formation. Si un des formateurs ne peut pas, pour des raisons dont nous n'avons pas à répondre, assurer ladite formation à la date convenue, nous sommes en droit de nommer un formateur de remplacement appartenant à notre compagnie ou de déplacer la date de formation, après consultation du client.